

Plaidoyer de Paul van Zeeland (16 mars 1951)

Légende: Le 16 mars 1951, Paul van Zeeland, ministre belge des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et cheville ouvrière de la Ligue européenne de coopération économique (LECE), lance un vibrant appel pour la création d'une véritable Europe unie.

Source: ZEELAND, Paul van. Pour que l'espoir demeure !. Paris: Société de papeterie et d'imprimerie de Grenelle (S.P.I.G.), [s.d.]. 21 p. (Les Conférences des Ambassadeurs-Grands Discours Français et Internationaux N°54).

Copyright: (c) Société de papeterie et d'imprimerie de Grenelle (S.P.I.G.)

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/plaidoyer_de_paul_van_zeeland_16_mars_1951-fr-07b0efba-d14e-47e5-a54a-970ecc0eaa42.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

Plaidoyer de Paul van Zeeland (16 mars 1951)

POUR QUE L'ESPOIR DEMEURE !

MON CHER PRÉSIDENT,
MESDAMES,
MESSIEURS,

Ce n'est pas une conférence que je voudrais prononcer ce soir devant vous, mais plutôt un plaidoyer, et un plaidoyer « pro domo », étant entendu que cette maison en faveur de laquelle je vais parler, c'est notre maison commune : c'est l'Europe... la vieille maison de famille marquée par les siècles, toujours debout toujours menacée, « la maison du Père, où il y a plus d'une demeure », mais sous le même toit...

Je ne vous apporterai sans doute aucun fait nouveau, aucun argument original, mais je m'en voudrais de ne pas saisir cette occasion unique pour essayer de faire la synthèse des éléments épars de cet édifice.

Ne me demandez pas d'être impartial, je ne pourrais l'être : je suis « pour » l'Europe.

Je tâcherai d'être objectif, de serrer la vérité de près. Je vous promets une franchise et une sincérité peu diplomatiques tant je suis sous l'empire d'un désir passionné : obtenir que les hommes d'Europe agissent avant qu'il ne soit trop tard !

L'Europe est-elle une réalité ?

Surtout, ne posez pas la question au faiseur de définitions; demandez plutôt une réponse au voyageur, ou à vos souvenirs. Faites une première expérience : prenez un billet d'avion pour l'une quelconque des autres parties du monde, comprenez et aimez les hommes avec lesquels vous aurez à frayer là-bas, mettez-vous dans les meilleures conditions possibles. Quand vous reviendrez ici, vous direz, j'en suis sûr, à qui voudra l'entendre combien, par différence, vous vous êtes senti non seulement Français ou Belge, mais encore Européen, et là-bas que de fois l'on vous aura fait comprendre qu'on vous regardait effectivement comme un Européen !

Recourons à une autre expérience, plus facile celle-là et mieux à la portée de tous : souvenons-nous ! Oui, souvenons-nous du prestige, du rôle, de la primauté de l'Europe au cours du XIX^e siècle. Entre les traités de Vienne et la guerre de 1914-18, partout où des peuples moins avancés essayaient de brûler les étapes pour se rapprocher du niveau de vie intellectuelle et matérielle de nos populations, partout où prenaient forme des rêves hardis, transmués en réalisations surprenantes, on retrouvait l'esprit de la civilisation occidentale et la main de ses ouvriers européens.

Faut-il rappeler la sécurité des routes du monde ? Faut-il évoquer le canal de Suez ? Faut-il montrer l'Afrique, l'Océanie, l'Asie, s'ouvrant à des courants inconnus ? Faut-il exalter la prestigieuse ascension des Amériques ? Un seul fait, un seul que je cite comme pour accrocher votre pensée : le flux des capitaux n'a cessé de couler d'Europe vers l'Amérique jusqu'en 1914.

C'étaient le travail, le génie, le dynamisme des peuples d'Europe qui formaient le levain du monde.

Ah oui, me direz-vous, « les peuples d'Europe »... mais était-ce « l'Europe » ?

Une fois encore, souvenez-vous... Les Européens circulaient d'un pays à l'autre sans passeport. Les marchandises ne rencontraient qu'un obstacle (le moindre parmi tous ceux que nous avons imaginés depuis lors): les droits de douane. Les transferts de capitaux ou de paiements internationaux n'étaient soupçonnés que d'un certain nombre de spécialistes, les autres les ignoraient comme par privilège. Dans cette salle même, il en est probablement plusieurs qui se souviennent encore de l'Union Latine, des pièces d'argent et aussi des pièces d'or grâce auxquelles on était le bienvenu partout.

Mais, au-dessus de tout cela, il y avait un climat qui donnait aux Européens la conscience de leur force, le sens de leurs responsabilités à l'égard du monde, la fierté commune de leur lointain, tumultueux et glorieux passé, en un mot le climat de leur civilisation occidentale.

Alors que je me proposais d'essayer de définir, pour l'évoquer devant vous, ce que fut cette civilisation, j'ai eu la joie de retrouver, dans les œuvres d'un de nos plus grands poètes belges, Emile Verhaeren, quelques vers qui vous le diront infiniment mieux que je pourrais le faire moi-même. Ecoutez comme c'est beau :

« Sur un sol neuf, l'œuvre antique s'était nourrie
« De force jeune et redressait son équilibre;
« Au long des murs, reparaissait l'ancien feston,
« L'acanthé et la volute et la fleur corinthienne,
« Mais par-dessus la barre et l'angle du fronton,
« S'élançait la ferveur d'une ligne chrétienne...
« Ainsi, sans heurt aucun ni sans rudesse,
« La foi y soulevait vers le ciel la sagesse
« Et dotait la raison des ailes de l'esprit.
« Le monument total était si bien construit
« Que l'on ne distinguait guère
« Où le marbre joignait la pierre
« Ni sur quel horizon tranquille ou emporté
« Il imposait aux yeux sa plus nette beauté.
« Il triomphait quand l'ombre à l'aube était unie.
« Trente siècles le dédiaient à l'univers !
« Il était un, profondément, quoique divers,
« Et le vent dispersait sa nombreuse harmonie
« Sans divulguer jamais
« Qui de Paris, ou d'Athènes, ou de Rome,
« Rendait l'accord aussi divinement parfait...

(Vibrants applaudissements).

Puis, surgit l'impérialisme allemand et vint l'invasion de 1914 : la grande pitié de l'Europe avait commencé...

Faut-il prendre à nouveau la mesure de notre chute, de ce que d'aucuns appellent avec un empressement révélateur « la décadence de l'Europe » ? Nous savons bien que ce n'est là et que ce ne peut être qu'un recul provisoire. Mais ne nous faisons pas d'illusion, n'essayons pas de nous leurrer : la chute est cruelle, et elle a été rapide. Voici quelques chiffres, quelques éléments succincts de comparaison :

L'Europe faisait encore 43 % de la production mondiale d'acier brut, en 1925. En 1948, elle n'en faisait plus que 30 %.

Pour le froment, en 1934-38, elle représentait encore $\frac{1}{3}$ de la production mondiale. En 1948 : $\frac{1}{4}$.

En la même année 1948, les Etats-Unis d'Amérique à eux seuls produisaient plus de la moitié de l'acier, de la houille, du coton et du cuivre dans le monde entier.

En même temps, l'Amérique latine — il n'y a pas que l'Amérique du Nord — avançait par bonds : à concurrence de 50 % pour deux produits, et d'environ 25 % pour sept ou huit autres, elle apporte maintenant

au monde les principaux matériaux stratégiques.

Sans doute pouvons-nous nous réjouir et non pas nous plaindre, des progrès que les autres ont faits. Sans doute les Amériques ne sont-elles qu'un rejeton de notre vieille civilisation transposée ailleurs mais fondamentalement la même. Sans doute encore pouvons-nous en Europe nous féliciter, après cette dernière guerre, d'avoir opéré un redressement admirable. Tout cela est vrai; néanmoins, regardons les choses en face :

Pour nous redresser, nous avons eu besoin de l'aide extérieure, une aide qui nous a été donnée avec générosité, avec intelligence, mais qu'il nous a fallu accepter !... nous avons pu le faire la tête haute, étant donné que nous avons contribué à sauver le monde de la pire des catastrophes; il nous faut pourtant admettre la vérité, qui est dure... : Quel rôle joue l'Europe aujourd'hui ? Quel poids a-t-elle désormais dans les décisions qui entraînent le monde, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique ? A cet égard rappelons-nous un passé qui ne date que de quelque quarante ans.

Vous me permettez — je vous ai promis d'être franc — de vous rappeler que nous venons encore, il n'y a pas bien longtemps, de faire une expérience amère, lorsqu'il s'est agi de décider où et comment on dirigerait la distribution des matières premières dans le monde.

Allons-nous accepter ce recul de l'Europe ? Nous contenterons-nous de cette place réduite dans les affaires du monde ? Laisserons-nous le sceptre entre des mains fortes et neuves certes, mais qui ne l'ont saisi qu'à contrecœur, et parce que nous l'avons laissé échapper ? Nous ne le ferons pas, nous ne pouvons le faire !

Mais comment donc nous y prendre ?

Puisque j'ai le privilège de parler ce soir dans le pays de Descartes, je vais essayer d'introduire le maximum de logique formelle dans mon exposé, et, me conformant à la tradition classique, je diviserai mes remarques en trois chapitres :

- 1) Nous devons refaire l'Europe.
- 2) Nous pouvons refaire l'Europe.
- 3) Nous sommes déjà en train de refaire l'Europe.

1. — Nous devons refaire l'Europe.

Nous devons refaire l'Europe; nous nous le devons à nous-mêmes d'abord, à nos compatriotes, à nos frères, à nos enfants; nous le devons aussi au reste du monde.

J'ai employé un grand mot : je viens de dire « à nos compatriotes »... Ce qui aura immédiatement situé à vos yeux, je l'espère, l'angle sous lequel j'aperçois le problème. Car dans « compatriote », il y a « patrie » : le but que nous poursuivons n'est certainement pas hostile — bien au contraire — à l'idée de patrie.

La patrie est nécessaire. C'est une idée noble et belle, dont nous avons vécu et entendons continuer à vivre. Mais aujourd'hui les cadres politiques traditionnels sont devenus trop étroits. Nous nous trouvons en face de forces contradictoires. Alors que nous arrivons à la conclusion qu'il est indispensable de créer des cadres politiques dépassant nos patries, le sentiment national est plus fort que jamais, plus légitimement fort partout. Y a-t-il de quoi s'étonner ? Non. Notre génération a fait deux fois la guerre. Par deux fois, nous avons exposé notre vie et tout ce que nous avons de plus cher pour une cause qui nous dépassait les uns et les autres, mais en même temps, nous défendions nos foyers, notre conception propre de la vie et du bonheur. C'est pourquoi, ce sentiment national, nous y tenons aujourd'hui plus que jamais, et légitimement. Mais nous avons compris que si nous voulions vraiment sauver la patrie et permettre à l'Etat national de continuer à vivre — ceci est vrai pour tous les pays sans exception, plus vrai encore pour les petits pays — nous devons sortir de la compartimentation, de la dispersion dans laquelle nous nous étions par paresse,

complus, entre les deux guerres.

Quel est le but de l'Etat national ? Quels sont les objectifs essentiels de toute organisation politique où se trouve déposé le pouvoir ? Ils sont trois, ces buts :

Il faut, tout d'abord, assurer la défense effective des foyers, protéger au sens le plus traditionnel et le plus direct du mot les femmes et les enfants.

En second lieu, il faut garantir, à tous ceux qui ont confié leurs destinées à cet Etat, à cette patrie, un niveau de vie matérielle digne d'eux-mêmes et à la mesure des possibilités de l'époque.

En troisième lieu, il faut maintenir notre communauté au premier plan de la culture, et de la faire jouir des avantages de la plus haute civilisation scientifique qui soit.

Vous l'avez déjà compris : sur aucun de ces points, l'Etat national n'est plus capable, s'il reste isolé, d'atteindre son but.

Quand, après la guerre de 1914-18, nous avons imaginé la Société des Nations, c'était parce que déjà nous nous rendions compte de cette insuffisance, de l'impossibilité, pour l'Etat national, de réussir, s'il était laissé à lui-même.

Au point de vue militaire et politique, quel est celui des pays européens, même parmi les Grands, qui oserait prendre la responsabilité de déclarer aujourd'hui qu'il peut défendre ses foyers victorieusement, protéger ses frontières, repousser les attaques d'où qu'elles viennent ? Aucun !...

La guerre moderne ? Vous savez qu'elle exige des armes, que seule une industrie pratiquement sans limite, peut produire; cette puissance est telle qu'elle dépasse la zone économique étroite de chaque pays en particulier. Il n'est plus que des groupes ou des fédérations qui puissent prétendre à produire les armes nécessaires à la guerre moderne.

Acceptons les faits tels qu'ils sont, même sur le plan politique : les groupements qui se sont constitués et que nous voyons se profiler sur la carte du monde sont devenus des colosses tels qu'en face d'eux un Etat européen isolé est à l'avance condamné à l'impuissance. Cette conviction, nous l'avons tous, mais il est temps qu'elle sorte du tréfonds de notre cœur pour nous pousser à agir.

C'est tout aussi vrai du point de vue économique. Ne remarquez-vous pas que, dans la limite des frontières anciennes, il ne nous est plus possible de produire ce que la science moderne met à la disposition des hommes ? Il est actuellement un certain nombre de grands produits qu'aucun pays d'Europe n'est capable de fabriquer, s'il reste replié sur lui-même.

Nous avons besoin d'un marché de production et d'un marché de consommation qui soient à la mesure des mouvements mondiaux.

Or, si nous abandonnions définitivement le premier rang en matière économique, nous ne garderions pas indéfiniment le premier rang en matière scientifique. Je vous dirai tout à l'heure qu'il n'est pas trop tard, au contraire... Cependant, ne nous flattons pas nous-mêmes. Si nous mesurions, par rapport à ce qui se passait il y a quarante ans, la part relative de l'Europe dans le nombre d'inventions, de découvertes, d'adaptations à base scientifique faites dans le monde entier, vous seriez surpris et probablement désolés, de la menace que contient pour l'Europe, la situation présente.

Quel que soit l'angle sous lequel nous abordions le problème, nous devons à l'Europe et à ceux qui nous font confiance, de recréer les conditions dans lesquelles nos patries respectives pourront, comme jadis, nous défendre, nous donner la prospérité à laquelle nous avons droit et nous maintenir au premier rang de la civilisation.

Je ne vous ai pas donné une définition de la patrie, vous n'en avez pas besoin, vous ne l'attendez pas. Mais ceux qui m'écoutent et qui pendant la guerre ont été écartés temporairement de leur pays, ceux-là, j'en suis sûr, ont pensé souvent à un mot de Casimir Delavigne : « La patrie, comme ce nom est doux quand on est en exil ! ». Une autre citation, de Sully Prudhomme, me paraît admirablement adaptée à ce que nous voulons faire : « La patrie, disait-il, m'a donné un cœur qui la déborde, et plus je me sens Français, plus je me sens humain... ». Tel est l'état d'esprit dans lequel nous comptons transposer l'Etat national dans le cadre de l'Europe.

Pour nous-mêmes, certes... mais l'Europe ne s'est jamais résignée à ne penser qu'à elle et aux peuples européens. Pendant des siècles — je le rappelais — elle a été le guide, le conseiller, l'initiateur du monde entier.

Voyez en ce moment l'état du monde... Le trouvez-vous satisfaisant ? Est-il en équilibre, ce pauvre monde, depuis que l'Europe n'y joue plus son rôle de naguère ? Est-ce la faute de ceux-ci, ou de ceux-là ? Le mieux est de prendre chacun notre part de responsabilité et de reconnaître qu'une Europe prestigieuse, puissante, influente, dynamique comme elle le fut autrefois, manque au monde entier. Je ne puis m'empêcher de penser que si l'Europe d'aujourd'hui était encore l'Europe du début du siècle, avec sa générosité, ses facultés d'intervention pour le bien et la paix, le drame coréen, la tragédie indochinoise et par tant d'autres, tendus dans la crainte du lendemain, on ne seraient pas nés, ou auraient tourné court.

Quoi qu'il en soit, il n'y aura pas d'équilibre dans le monde aussi longtemps que nous n'aurons pas réussi à reprendre en Europe le rôle qui nous revient.

Je n'entends pas retourner en arrière, ignorer les changements qui se sont produits depuis quarante ans, et que j'accueille non seulement comme des faits, mais comme des progrès; et je m'en réjouis de tout cœur. Je sais bien que l'Europe, si elle reprend son grand rôle indispensable, devra adopter des méthodes et suivre des voies nouvelles; elle devra beaucoup moins commander, plus souvent conseiller, convaincre... et il est beaucoup plus difficile de convaincre que d'ordonner.

Quand même, on nous attend... Nous devons redevenir forts, non seulement pour nous-mêmes, mais — comme jadis — pour les autres.

2. — Nous pouvons refaire l'Europe.

Pouvons-nous refaire l'Europe ?... Ici, vous me trouverez, probablement, une fois de plus, optimiste. Je le suis, je tiens à l'être et voudrais vous convaincre que des raisons nous permettent de l'être, en ce moment tout particulièrement.

Disons-nous bien que nous n'avons rien perdu des forces traditionnelles qui étaient les nôtres dans le passé et nous avaient menés au point où nous étions.

Nous avons gardé les hommes, les ressources, le génie de l'Europe.

Les hommes... Les Européens, pris individuellement, sont-ils inférieurs à n'importe quel autre spécimen d'humanité à travers le monde ?

Vous avez sans doute beaucoup voyagé. Pour ma part, je me suis promené partout; j'en ai rapporté un grand amour des hommes, la conviction que toutes les races au fond se valent, et que des hommes de premier plan naissent, se développent, agissent dans toutes les civilisations. De mes voyages, j'ai rapporté aussi la conviction profonde que notre civilisation occidentale, à base de christianisme, restait la condition « *sine qua non* », la route que devaient prendre finalement tous les peuples du monde s'ils voulaient atteindre au niveau auquel nous parvînmes jadis et aux nouveaux sommets auxquels l'humanité est appelée. Entendez-moi bien : je n'entends demander à personne, à aucune âme au monde, de renoncer à sa civilisation propre, à ses aspirations particulières; ce n'est pas nécessaire... loin de là ! Mais il est au fond de notre civilisation un certain nombre de principes sans lesquels l'homme ne peut dépasser un degré moyen de développement.

Ceci, les dirigeants des peuples les plus différents de l'Europe l'ont compris, et j'espère que demain ils feront la synthèse nécessaire.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons compter sur les hommes de chez nous pour nous aider dans notre entreprise. Je suis prêt à comparer un ouvrier d'Europe à un ouvrier d'Amérique, un poète d'Europe à un poète d'Asie, un ingénieur, un savant de chez nous, à tel ingénieur, tel savant, à travers le monde entier.

Alors, comment se fait-il que nous soyons en retard ? Est-ce parce que d'autres ont disposé de matières premières dont nous étions privés ? Vous savez bien que ce n'est pas le cas : les peuples qui ont associé leur avenir politique à celui de l'Europe nous apportent toutes les matières premières qui nous sont indispensables; nous avons tout à notre disposition, si nous le voulons.

Que s'est-il donc passé ? Pourquoi d'autres avancent-ils plus vite que nous ?

Sans doute, il y a eu les deux guerres, avec leurs séquelles de destructions matérielles et morales. Mais pourquoi ces guerres ont-elles pesé plus lourdement sur l'Europe que sur le reste du monde ?

Tournez le problème comme vous voudrez, prenez le temps de l'épuiser, vous arriverez toujours à la même conclusion : ce sont nos divisions, aiguës au moment où nous aurions dû comprendre que le destin nous demandait de nous entendre, qui sont responsables de ce recul momentané. Le jour où nous aurons le courage de faire l'union indispensable, nous retrouverons toutes les forces qui sont à notre disposition. Ce jour-là, loin de regretter les progrès réalisés dans le reste du monde, nous nous en féliciterons, car nous trouverons en eux des contreforts pour notre propre action. Mais il faut vraiment que nous commençons par faire l'union.

Laissez-moi réfuter ici quelques-unes des objections que l'on entend, si couramment qu'elles finissent par agacer et irriter... La plupart se concentrent autour d'une comparaison entre les Etats-Unis d'Amérique et les futurs Etats-Unis d'Europe. Tout d'abord, remarquez-le, je n'emploie jamais l'expression « Etats-Unis d'Europe »... On dirait que nous avons perdu l'imagination créatrice, que nous ne voyons dans l'avenir qu'une seule formule possible : les « Etats-Unis »... Il en est bien d'autres, depuis la Ligue jusqu'à l'Etat fédéral, en passant par la Confédération, que sais-je encore... Toutes formules politiques peuvent être imaginées, utilisées, à un moment donné.

La comparaison continuelle établie entre les Etats-Unis d'Amérique et les futurs Etats-Unis d'Europe constitue une injustice aussi bien au détriment de l'Europe que des Etats-Unis. On a l'habitude de dire : « En Europe, ce ne serait pas aussi facile qu'aux Etats-Unis ! ». Mais ce ne fut pas facile aux Etats-Unis ! Ne croyez pas que les treize colonies, lorsqu'elles se joignirent pour inaugurer l'extraordinaire destin qui est aujourd'hui celui de ce grand pays, étaient plus proches les unes des autres que ne le sont aujourd'hui les pays d'Europe. Dans certaines, le régime social était basé sur l'aristocratie; d'autres connaissaient une démocratie absolument primaire. Certaines colonies s'appuyaient sur la production agricole, d'autres sur le négoce. On parlait d'autres langues que l'anglais, en certains Etats, notamment le français et l'espagnol. Il fallait plus de temps, à l'époque, pour aller de New-York à Boston que pour faire aujourd'hui le tour du monde. Et ainsi de suite... L'œuvre ne fut pas aisée; elle passa par de telles difficultés qu'elle ne put éviter la pire de tout, la guerre civile.

Que l'on ne répète pas que c'est le passé qui pèse sur l'Europe ! Sans doute, le passé, et surtout un passé récent a laissé des cicatrices. Il est même des plaies qui ne sont pas encore refermées. Nous ne les ignorons pas. Regardons-les, tâchons de les guérir, mais encore une fois ne nous faisons pas d'illusions...

Si nous remontons un peu plus haut dans le passé, nous retrouvons autant de raisons de nous rapprocher que de maintenir les séparations existant aujourd'hui. Je citerai un exemple que je choisis entre bien d'autres afin d'être plus bref :

Il n'y a pas tellement longtemps, la Belgique était encore une agglomération d'Etats souverains; les comtés et duchés qui formaient ses provinces se combattaient les uns les autres. J'habite une petite ville aux confins

du Hainaut et du Brabant. Eh bien, sur une muraille de cette petite ville, se trouve encore une plaque commémorant le meurtre de douze habitants du pays par les ennemis du pays voisin, c'est-à-dire le Brabant. Pendant des siècles, Hennuyers, Brabançons, Flamands, se sont battus les uns contre les autres ! Que reste-t-il de ces souvenirs ? Nous formons un peuple aussi uni que n'importe lequel au monde.

Si par ailleurs je devais considérer les rapports de la Belgique avec les autres pays d'Europe, j'en chercherais vainement un avec lequel nous n'ayons eu, à une époque quelconque de notre longue et riche histoire, ou des difficultés graves, ou des querelles intimes.

Pourquoi ne pas chercher dans le passé avant tout ce qui peut nous aider à refaire un présent plus grand et plus utile à tout le monde ?

Les peuples d'Europe qui en ce moment viennent à Bruxelles peuvent se dire qu'ils ne sont pas très loin de chez eux. Je vous l'avoue : quand je viens à Paris, je n'ai pas l'impression de me trouver en pays étranger. J'espère que vous avez la même impression quand vous venez chez nous.

N'est-ce pas notre volonté de rester les uns auprès des autres qui nous aide à vaincre les obstacles ? Pourquoi n'étendrions-nous pas ces sentiments ? Pour qu'il en soit ainsi, pour arriver dans l'ordre politique à franchir une étape aussi difficile que celle-là, pour créer de nouvelles institutions, se confier à de nouveaux chefs, il faut qu'une série de pressions s'exercent sur les volontés. Sinon, la force d'inertie serait trop lourde. Cette pression, elle existe à l'intérieur. Elle existe parce que nous avons compris que nous ne pouvions plus attendre, et que, si nous voulions demeurer au premier rang de l'humanité, nous devons accepter un changement.

En même temps, s'exerce une pression de l'extérieur : une menace, qui est la même pour tous; et par réaction à cette menace nous nous sentons liés les uns aux autres. Peut-être que de cette menace, qui est un mal, sortira une certaine union, qui sera un bien.

Nous avons en main des atouts particuliers. J'ai déjà rangé parmi ces atouts la menace extérieure. Contre cette menace, nous avons décidé de créer l'armée atlantique. Dans cette armée, nous retrouverons nos amis américains et canadiens; nous serons là dix pays d'Europe, les uns à côté des autres. J'espère que, dans cette armée atlantique, figurera l'armée européenne !

Que ce soit dans l'armée européenne ou dans l'armée atlantique, nous serons coude à coude, sous le même uniforme, avec le même risque, le même espoir...

Il est une autre chance, que je voudrais vous voir saisir, car elle me paraît unique dans l'histoire et ne durera pas longtemps, je crois : c'est la bonne volonté des Etats-Unis d'Amérique. Pour la première fois, à ma connaissance, le pays qui détient la plus grande puissance, qui en réalité, est économiquement et militairement le plus fort, — ce pays ne tient pas à garder en ses mains l'hégémonie. Il souhaite que l'Europe reprenne sa place. Il le souhaite d'un cœur tellement sincère qu'il est prêt à faire des efforts matériels pour l'y aider; il nous en a déjà donné la preuve. Mais prenez garde ! Rien ne vous dit que cet état d'esprit résistera à l'ivresse de la puissance. Plus d'une fois, l'opinion publique a évolué aux Etats-Unis.

Actuellement, les Américains sont, à mon avis, sincèrement pacifistes, hostiles à toute idée d'impérialisme; mais je ne vous étonnerai pas en vous disant, avec la même franchise, que les Etats-Unis ne furent pas toujours dans cet état d'esprit; il y eut, à travers leur histoire, des moments où ils furent impérialistes.

Hâtons-nous donc de saisir l'occasion !

Quatrième atout, quatrième chance :

Dans toute action commune, il faut que quelqu'un conduise, dirige, prenne les initiatives, donne au bon moment le signal de l'action. En Europe, nous avons besoin d'un pays qui joue ce rôle. A qui pouvions-nous songer ? Aux petites nations ? Loin de moi la pensée de diminuer leur importance : les petites nations

sont nécessaires à l'équilibre du monde. Le fait qu'elles ont résisté à des époques régies uniquement sur la loi de la jungle, montre bien qu'elles sont indispensables. Je ne voudrais pas pousser la fausse humilité trop loin et je crois pouvoir vous dire que les petites nations ont donné à l'humanité leur contingent d'hommes de valeur. Mais quand même, lorsqu'il s'agit de prendre la tête de file, d'entraîner les autres puissances, de faire œuvre de pionnier — c'est bien à cela que nous songeons — la charge doit retomber sur les grandes puissances. Voilà pourquoi les petites puissances, malgré leurs vertus et leurs mérites, ne peuvent effectivement jouer ce rôle.

A quelle grande puissance d'Europe pouvions-nous demander pareil effort ?

A l'Angleterre ? Je ne le crois pas. Pourquoi ? Parce que l'Angleterre, qui est indispensable à l'Europe — l'Europe ne peut se faire sans elle, pas plus que sans l'Italie, sans l'Allemagne, ou sans une autre des puissances qui traditionnellement l'ont formée — l'Angleterre, dis-je, a une place à part, unique. Elle n'est pas seulement en Europe, mais également dans le monde, comme nous mais plus spécialement que nous. Elle a un rôle qui lui est propre, dans le monde comme en Europe. De ce fait, elle est tenue à une réserve plus grande. Je désire saisir l'occasion de rendre ici un hommage à nos amis anglais, qui dans la construction de l'Europe font un effort méritoire; ils paraissent parfois en arrière, mais il faut à leurs dirigeants plus d'énergie qu'à nous-mêmes pour oser faire ce qu'ils font.

Ne pouvant compter sur l'Angleterre, à qui donc nous adresser ? Vous l'avez compris : à la France.

Nous avons souhaité, espéré, aspiré au moment où nous verrions les dirigeants français accepter à la fois cet honneur et cette responsabilité. Ils l'ont fait, et ici je me tourne avec un plaisir particulier vers un de ceux-là, M. Schuman ! (*M. Van Zeeland désigne M. le président Schuman, vivement applaudi*)...

Ainsi donc, nous avons en main tous les atouts; mais les plus belles cartes ne servent que si on les joue. Il est temps de les jouer... Heureusement, nous avons déjà commencé : l'Europe est en train de se faire.

3. — Nous refaisons l'Europe.

L'Europe ne se fait pas assez vite, certes; nous avons eu de nombreuses déceptions, mais aussi quelques surprises agréables. Où en sommes-nous ? Par certains côtés, en avance sur ce que les plus convaincus avaient osé espérer, et, par d'autres, carrément en retard.

Dans les faits, nous sommes plus loin que je ne l'avais cru possible en si peu de temps : qu'est-ce que deux ou trois ans pour créer des institutions politiques durables ?

Dans les esprits, hélas, nous marquons un recul. Rappelez-vous l'enthousiasme que suscitait dans de larges foules, il n'y a guère que deux ou trois ans, l'idée d'Europe... Je reste persuadé que c'est la seule idée-force du vieux monde, je n'en découvre pas d'autre. Vous sentez cependant une lassitude, une sorte de fatigue morale, dans plus d'un milieu. Des œuvres comme celle-là passent par une série de courbes. Ceux qui ont étudié les langues savent bien que leurs connaissances traversent des étapes : après un mois ou deux, on se croit très avancé; on poursuit ses études, et tout d'un coup on a l'impression qu'on ne connaît plus rien. C'est pourtant au moment où l'on commence à se méfier de soi-même que l'on fait de réels progrès. Je crois qu'il en va de même pour l'Europe. Cette tiédeur qui gagne l'esprit d'un certain nombre de partisans convaincus de « l'Europe » n'est qu'une marque de ce que l'on avance malgré tout, à travers tout. Croyez-vous que les réunions du Conseil de l'Europe soient toujours enthousiasmantes ? Sincèrement pas ! (*M. le président Schuman rit de bon cœur, l'auditoire avec lui*). Il y a souvent des séances de routine, où les détails pèsent sur les esprits. Mais je demanderai à ceux de mes collègues qui sont ici et font eux aussi partie de gouvernements nationaux si les Conseils des ministres sont toujours enthousiasmants. (*Rires*). Cependant, l'idée de patrie garde toute sa beauté à nos yeux.

Nous avons la volonté de faire l'Europe, nous la ferons !

Le Conseil de l'Europe ? C'est une réalisation étonnante, en si peu de temps. Et ne venez pas me dire que

l'Assemblée et le Comité des ministres ne s'entendent pas; je ne répondrai pas : « Qu'importe ! », mais : « Tant mieux ! ». Si l'Assemblée n'était pas en avance sur le Comité des ministres, je commencerais à perdre foi en l'avenir de l'Europe. Heureusement, les membres de l'Assemblée gardent toute leur confiance, tout leur dynamisme; ils secouent parfois les ministres : il arrive que ceux-ci en aient besoin; je ne veux pas dire « toujours », car il est quelquefois nécessaire que le Comité des ministres appuie sur le frein, ramène au niveau des possibilités concrètes certaines idées d'une belle envolée mais vraiment trop en avance sur le temps.

Tout cela est utile, tout cela est nécessaire; je demande à l'Assemblée de ne pas cesser d'être impatiente; au Comité des ministres, de ne pas cesser d'être prudent, mais... tout de même... de ne pas l'être trop ! (*Rires. Applaudissements*).

Il n'y a pas que le Conseil de l'Europe... Certaines organisations travaillent déjà; elles sont lourdes, et lentes... Je ne vais pas vous présenter l'O.E.C.E. comme un modèle d'efficacité ou de rapidité; mais il faut reconnaître la leçon qui s'en dégage : voilà une organisation où nous sommes dix-huit ou dix-neuf — je ne sais plus au juste — où la règle de l'unanimité continue d'être appliquée et où nous réussissons pourtant à faire quelques pas en avant. Dans ce domaine, on ne peut s'entendre que si l'on accepte des sacrifices... Ces sacrifices, nous arrivons à nous convaincre les uns après les autres de leur efficacité; nous demandons aux uns comme aux autres de les consentir dans un intérêt supérieur, — où ils retrouvent d'ailleurs leur bénéfice, mais plus tard, dans une politique à longue vue.

Si des organisations de ce genre parviennent, malgré les freins qui entravent leur marche, à avancer, à progresser, à marquer les étapes, nous avons le droit de garder confiance.

Regardons autour de nous : il est encore une série d'institutions qui fonctionnent, — et de grands espoirs, qui se lèvent d'initiatives françaises : l'Armée européenne, le plan Schuman, le pool des produits agricoles, l'Organisation des transports... Réussirons-nous dans tous ces domaines ? Oui, j'en suis convaincu. Si ce n'est aujourd'hui, ce sera demain; si ce n'est demain, ce sera après-demain. Nous le ferons parce que nous le voulons, et nous le voulons parce que nous sentons que c'est indispensable.

Mais attention ! Nous avons besoin de nous appuyer sur tout ce qui peut nous servir, sur toutes les autres institutions qui existent déjà et auxquelles nous n'attachons pas suffisamment d'importance, — que ce soit d'une part la Banque des règlements internationaux, que ce soit d'autre part la F.A.O. transportée à Rome, — qu'il s'agisse du Benelux, — du Rapprochement franco-italien, ou d'organisations plus modestes dont seuls les techniciens entendent parler, comme par exemple l'organisation qui tente de mettre de l'unité dans les termes des tarifs douaniers, que sais-je encore ?... Combien fonctionnent déjà ainsi à travers le monde et préparent la voie !

Pour avancer dans cette voie, il faut que nous décidions de faire la synthèse de tous ces efforts, de ces débuts de réalisation. Nous avancerons, mais à la condition d'accepter un certain nombre de principes directeurs. Le premier parmi eux est la nécessité de la coordination : demain, tous ces éléments épars devront se trouver réunis autour d'un Conseil de l'Europe, graduellement renforcé. Il nous faut garder en vue les buts mêmes que nous nous sommes assignés. Si nous voulons l'Europe — je vous l'ai dit — c'est d'abord pour les pays européens; c'est aussi pour le reste du monde. Nous devons exclure de notre « bâtiment » — l'Europe — toute idée d'autarcie, d'égoïsme, d'étroitesse. Nous aurions tort de reporter le nationalisme, qui est la caricature du patriotisme, sur le plan de l'Europe, après nous en être débarrassés sur le plan de l'Etat national.

Ne soyons pas trop exigeants. Ne demandons pas l'impossible aux hommes. Ne soyons pas impatients. N'établissons pas des distinctions qui n'ont de réalité que dans des esprits par trop subtils. Que de fois j'ai entendu opposer la théorie à la pratique ! Ce n'est pas juste. La théorie qui s'oppose à la pratique est fautive par quelque point, ou insuffisante. La pratique qui se développe sans théorie est condamnée à l'échec. Lorsqu'en Europe, nous nous décidons à suivre la voie des institutions spécialisées, des délégations de pouvoir, etc... est-ce uniquement de l'empirisme ? Non. C'est le souci de nous tenir en contact avec des réalités qui s'imposent à nous, mais que nous remettons dans un cadre synthétique où notre esprit trouve sa

satisfaction. Nous voyons à longue échéance ce que nous entendons réaliser, et nous le réalisons peu à peu.

Laissez-moi vous rappeler un principe politique qui à mes yeux est essentiel : pour moi, l'autorité n'est justifiée que quand elle est nécessaire; sinon, il faut laisser à l'homme le soin de définir son propre bonheur et de le réaliser comme il l'entend. Là où l'autorité est nécessaire, elle doit avoir les moyens de s'acquitter de son rôle. Pratiquement, cela signifie : garder l'autorité aussi proche que possible des désirs de ceux qui lui sont soumis.

Ne faites pas effectuer par une autorité supérieure ce que vous pouvez faire réaliser suffisamment bien par une autorité plus proche de la masse. Gardez entre les mains de l'Etat national, des dirigeants de la patrie, gardez tout ce qui peut se faire au mieux sur ce plan. Ne déléguez, au-delà de l'Etat national, que ce qu'il est indispensable de déléguer; par contre, n'hésitez pas à consentir une vraie délégation de pouvoir quand vous l'aurez reconnue nécessaire. Acceptez-en les conséquences; acceptez que votre jugement vous conduise; acceptez de vous soumettre quand il le faut. Vous aurez ainsi protégé le plus efficacement possible la liberté.

Enfin, ne nous arrêtons pas aux formules toutes faites. Une fois de plus dans notre vieille histoire d'Europe, livrons-nous à un effort d'imagination créatrice. N'essayons pas de reproduire vulgairement ce que l'on a fait ailleurs, ou ce qui se fit dans le passé.

Restons dans notre tradition; adaptons nos institutions; marchons de l'avant; restons fidèles à nous-mêmes.

Si nous demeurons fidèles à nous-mêmes, nous réussirons. Si nous réussissons, avez-vous déjà songé à ce que sera demain ? Avez-vous songé à ce que serait le monde si l'Europe retrouvait sa force, sa puissance, son unité ? Avez-vous songé à votre vie à vous ? Comme elle serait transformée ! Avez-vous songé à celle de vos enfants ? A la sécurité qui l'imprégnera ? Aux chances qu'elle leur offrira ?

Tel est, en conclusion, l'horizon qui s'ouvre en l'an de grâce 1951 devant les hommes d'Europe. N'est-ce point assez pour les enthousiasmer ? Où donc serait la jeunesse d'Europe si elle ne s'éprenait, en l'embellissant encore, d'un pareil idéal !

Nous pouvons demain, si nous le voulons, rendre à nos compatriotes en même temps qu'à leurs frères, le niveau de vie qui leur revient et que met à leur disposition le développement de la science moderne.

Nous pouvons demain, si nous le voulons, rendre au monde l'appui, le conseil, la compréhension, l'élan, qu'il avait coutume de venir chercher auprès de l'Europe.

Et comme si cela ne suffisait pas, nous pouvons aussi, après-demain sinon demain, remettre en des mains sûres, expérimentées, avides de paix, les clefs du temple de Janus.

Est-ce possible ? Oui, je le crois. Quelles que soient les menaces pesant sur la paix du monde, la politique que les nations libres ont commencé d'appliquer, cette politique faite de fermeté et de compréhension, nous sortira de la tragique impasse où nous sommes enfermés.

L'orage passé, il faudra une bonne fois en finir avec une époque où, le rideau à peine tombé sur une tragédie, il se lève sur une autre plus sanglante et plus amère encore.

Pour cela, il faut que les nations européennes soient à l'abri des menaces intérieures, des guerres intestines, et que plus jamais un pays d'Europe ne se trouve exposé à la tentation de recourir à la violence.

Pour cela, il faut que l'Europe soit à l'abri des coups du dehors, définitivement protégée contre les invasions des barbares.

Pour que l'espoir demeure, — pour que l'espoir demeure au cœur des hommes, — pour que l'espoir renaisse et s'affermisse au cœur des jeunes, — pour que s'affirment les certitudes génératrices de richesse et de progrès, — il faut que la paix retrouve ses assises et ses contreforts.

Donnons-lui l'Europe, elle ne peut s'en passer ! En retour, elle nous apportera non seulement toutes les espérances, mais toutes les certitudes que l'Avenir tient en réserve pour les peuples forts, pour les générations qui répondent à temps à l'appel de leurs Destins.

(Longue ovation).